
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 16/3 (1989)

DOI: 10.11588/fr.1989.3.53700

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

industrie bedeutend verminderten. Schließlich präsentiert in diesem Teil Gerald D. FELDMANN noch folgende These: die Inflation habe die auf dem Prinzip der Kapitalisation beruhenden Sozialversicherungen in eine tiefe Krise geführt, aus der heraus sie nur mittels einer vollkommenen Einführung des Verteilungsprinzips geführt werden konnten. Damit aber wurden sie von Beitragszahlungen direkt abhängig und, bei steigender Arbeitslosigkeit, äußerst verletzlich, was sich ja auch 1930 deutlich zeigte. So einleuchtend diese These auch erscheint, ist sie, meines Erachtens, doch etwas zu »mechanistisch« präsentiert.

Der vierte und letzte Teil behandelt »Binnen- und Außenwirtschaftsprogramme in Anpassung an die Inflation«. Zwei Beiträge, von David E. BARCLAY und William Carl MATHEWS, suchen den Beweis zu erbringen, daß die Wirtschaftspolitik der SPD der Jahre 1919 und 1920 – im Gegensatz zu einer in letzter Zeit oft vorgebrachten Kritik – durchaus kohärent gewesen war. Ob diese allerdings wirklich den allgemeinen Interessen der Arbeitnehmer entsprochen hatte, wie die Autoren meinen, ist eher zweifelhaft.

Schließlich erläutert uns Carl Ludwig HOLTFRERICH, daß die zollpolitischen Maßnahmen – wie beispielsweise die Indexation der Zölle nach dem Goldpreis – es Deutschland keineswegs ermöglicht habe, die durch den Versailler Vertrag auferlegten Handelsnachteile zu kompensieren. In dieser Hinsicht war allein die durch die Inflation bewirkte Senkung des Wechselkurses der Mark wirksam gewesen.

Es sei erlaubt, noch einmal zu wiederholen, daß der vorliegende Sammelband ein anregendes und nützliches Instrument für alle jene bildet, die sich in die Geschichte der schwierigen Jahre von 1914 bis 1924 vertiefen möchten.

Sébastien GUEX, Lausanne

Michael RUCK, Die freien Gewerkschaften im Ruhrkampf 1923, Köln (Bund-Verlag) 1986, 565 S. (Schriftenreihe der Otto Brenner Stiftung, 39).

Le rôle des syndicats libres dans la lutte contre l'occupation de la Ruhr est intéressant à un double titre. Il permet d'abord d'approfondir la compréhension d'un épisode pourtant déjà beaucoup étudié. En tant qu'organisation de masse, l'ADGB a été un des principaux organisateurs de la résistance passive. A travers son action on peut donc, au delà des aspects connus, diplomatiques ou de politique intérieure au sens strict du terme, comprendre les mécanismes de cette résistance, les intérêts qu'elle met en jeu, les contradictions qu'elle suscite sur le terrain. Pour son analyse, Michael Ruck exploite des sources syndicales, les archives du SPD, auquel l'ADGB était étroitement lié et des documents d'Etat. Les rapports du syndicalisme avec l'administration régionale et centrale étaient en effet d'autant plus importants que pour tourner les interdits de l'occupant, les organisations de salariés étaient en partie amenées à exercer des tâches incombant d'ordinaire à l'exécutif. Les dossiers du ministère français des affaires étrangères et du service historique des armées (Vincennes) permettent enfin d'éclairer la logique des opérations d'occupation et le déroulement de certaines négociations auxquelles l'ADGB a été associé ou sur lesquelles il essaya d'exercer une l'influence.

Si, comme le montre cette large documentation, l'ADGB est présent sur tous les terrains, il n'en a pas l'initiative pour autant. Son action a été essentielle, mais il n'a guère pu, malgré tous ses efforts, sortir d'un rôle d'exécutant. Un tel constat, sans doute responsable du peu d'intérêt porté au facteur syndical dans les études précédentes, surtout axées sur le processus de décision, est par contre capital pour l'histoire des organisations ouvrières allemandes sous la République de Weimar. C'est là que se situe le deuxième apport de l'étude: le Ruhrkampf non seulement illustre la perte d'influence du mouvement syndical depuis la guerre, mais apparaît comme un facteur décisif de cette érosion.

D'emblée, l'initiative est dans le camp opposé. Pour une fraction du patronat emmenée par Hugo Stinnes, c'est en effet seulement par un conflit ouvert avec la France, qui la privera inmanquablement de son approvisionnement en coke et en bois d'échafaudage et l'affaiblira diplomatiquement, que passe la révision du traité de Versailles. Alors qu'après l'invasion, prévisible depuis un mois, le gouvernement hésite encore sur l'attitude à prendre, les décisions préalables de ces milieux d'affaires, entérinées sans discussion (en particulier le transfert de la société de vente du cartel charbonnier hors de la zone visée par l'occupation), ont déjà engagé l'Allemagne dans la logique de la résistance passive.

L'ADGB, d'autant plus indécis qu'il évalue mal ce que souhaite sa base, se laisse aussi entraîner sur ce terrain. La direction estime que le syndicalisme, déjà affaibli depuis la fin de la révolution, ne peut risquer de s'isoler politiquement au milieu de la vague d'indignation nationale. Le potentiel de protestation contre l'occupant s'avère d'ailleurs plus important parmi les salariés qu'elle ne l'avait estimé. Il est certes amplifié par des facteurs matériels, comme la flambée des prix qui suit immédiatement l'arrivée des troupes ou les réquisitions de vivres et de logements, mais il manifeste aussi le fort degré d'intégration nationale du mouvement syndical socialiste.

Ceci dit, dans les mois qui suivent, la direction de l'ADGB doit préserver un équilibre difficile. L'appareil est étroitement impliqué dans la résistance passive, qu'il s'agisse d'approvisionner en vivres, argent ou objets d'usage courant les salariés en chômage technique ou mis à pied par sanction de l'occupant, de jouer un rôle d'informateur pour le gouvernement ou de contribuer aux activités de propagande. Le risque est grand, de ce fait, de ne pas se démarquer suffisamment des nationalistes les plus durs. Ce serait de plus donner des armes aux communistes et aux syndicalistes autonomes qui ne cessent de condamner le front commun avec le patronat: leur influence apparaît suffisamment menaçante pour que les pouvoirs publics ajournent les élections aux conseils d'entreprises. L'hostilité d'une partie des syndicalistes à tout ce qui pourrait rappeler l'union sacrée de 1914 est d'ailleurs illustrée par l'échec de la «Ruhrhilfe», collecte de solidarité associant fonds syndicaux et patronaux que les dirigeants de l'ADGB avaient imprudemment acceptée au sein de la Zentralarbeitsgemeinschaft. Symétriquement la direction syndicale craint tout relâchement de la discipline et veut éviter la moindre concession à la gauche, car des actions incontrôlées pourraient, elles aussi, profiter au PC.

Ce jeu de balance devient de plus en plus difficile au fur et à mesure que le temps passe. Après le succès relatif de la première vague de protestation, les Français reprennent en effet la situation en main et appliquent inexorablement leur stratégie de «pénétration progressive». L'isolement peu à peu complet de la Rhénanie par rapport au reste du Reich provoque la fermeture d'un nombre grandissant d'entreprises. Comme l'indemnisation des chômeurs, ainsi que tous les autres coûts de la résistance sont financés par création monétaire, l'inflation s'emballe. Avec la dégradation catastrophique de la situation matérielle, l'ADGB perd de l'influence sur sa gauche. Le mot d'ordre de «résistance élastique», préconisé par Berlin à partir du printemps est significatif de l'effritement des volontés. Comme exemple des contradictions de plus en plus inextricables, on peut prendre les relations entre la fédération des cheminots, particulièrement en butte à la répression, et celle des mineurs. Les mineurs, après avoir empêché l'occupation des puits en cessant le travail au mois de janvier, ont repris la production. Compte tenu de la chute de la demande, celle-ci s'accumule sur le carreau. Continuer l'extraction est certes dans l'intérêt des propriétaires, mais aussi dans celui des syndicats qui craignent une radicalisation si on met les travailleurs à la rue. Cela revient toutefois à exposer davantage les cheminots, puisque pour les Français, il ne s'agit plus que d'organiser le transport de ces stocks de charbon. Or, c'est précisément au mois de mars qu'ils commencent à y parvenir. Pour le syndicat des cheminots, ce n'est donc pas l'assouplissement de la résistance, mais la grève des mineurs qui devrait être à l'ordre du jour.

Bien que la situation sociale devienne intenable – en particulier lorsqu'à partir de la fin avril la Reichsbank ne peut plus soutenir le cours du Mark – l'ADGB ne parvient pas à faire sauter

le verrou politique qui permettrait de sortir de la crise. Tout en maintenant le mot d'ordre de résistance, sa direction, dès la fin février, demande sans cesse au gouvernement de rechercher une solution de compromis. Comme le chancelier Cuno se contente d'attendre la médiation britannique, le président de la confédération envisage en avril un appel intersyndical proclamant l'abandon de la résistance passive, ce qui ne manquerait pas de provoquer la chute du cabinet. Cette initiative se heurte non seulement au refus des syndicats chrétiens, mais rencontre de fortes résistances au sein du comité confédéral et surtout à l'intérieur du SPD. Les sociaux-démocrates, qui tolèrent le gouvernement Cuno, ne savent, eux aussi sur quel pied danser. Une grande coalition, seule alternative à la combinaison actuelle, risque de provoquer la rupture avec la gauche qui vient à peine de réintégrer le parti; et surtout, si on met fin à la lutte, on s'expose de nouveau aux accusations du »coup de poignard dans le dos«.

Ainsi, il faut attendre le mois d'août avant que le SPD cède aux pressions syndicales et franchisse le pas. Encore le cabinet Stresemann croit-il pouvoir modérer les exigences françaises, ce qui prolonge d'autant le chaos et donne un moment toutes leurs chances aux projets d'Etat rhénan autonome soutenus par l'occupant. Il est symptomatique que dans cette phase troublée l'organisation syndicale libre du district rhéno-westphalien ne puisse essayer d'avoir un peu de prise sur les événements qu'en se ralliant brusquement à l'idée d'autonomie. Puisqu'outre le Zentrum, les milieux industriels commencent à négocier avec les Français, on cherche à participer pour éviter la constitution d'une »Stinnes-Republik«. Deux semaines plus tard, quand après la chute du cabinet Stresemann Berlin accepte de nouveau de payer le prix de l'intégrité du Reich, cet écart est vite oublié: on revient à la ligne traditionnelle, la défense de l'unité allemande et du »bastion démocratique« prussien.

Sur le plan des relations du travail, l'occupation de la Ruhr est pour les syndicats complètement négative. Le front commun avec les entrepreneurs n'apporte aucun avantage. Certes, le patronat annonce en janvier des augmentations salariales pour que soit partagé équitablement le fardeau de la résistance, mais cette bonne volonté est de courte durée. Comme le déroulement des troubles du mois de mai le montrent, les concessions n'arrivent le plus souvent que lorsque la situation est à ce point détériorée que les syndicats en perdent le contrôle. Par ailleurs, les employeurs refusent opiniâtrement que la journée de 8 heures, prescrite par les ordonnances de démobilisation, soit pérennisée par un texte de loi. La sanction de cette attitude sera d'ailleurs le boycottage de la Zentralarbeitsgemeinschaft par un certain nombre de fédérations syndicales à partir de l'été, puis sa disparition à la suite du départ de l'ADGB dans son ensemble, en janvier 1924.

Selon Ruck – et son interprétation est tout à fait convaincante – le réflexe de solidarité nationale de janvier 1923 reflète finalement la conscience que la centrale syndicale libre avait alors de sa faiblesse. En contrepartie de la loyauté vis-à-vis des autorités politiques, on attend en quelque sorte leur protection. De fait, pendant l'année de lutte qui suit, l'ADGB ne peut fonctionner que grâce aux moyens financiers fournis par l'Etat. Mais de ce soutien naît une dépendance qui contribue à prolonger inutilement la participation à la résistance passive, alors que c'est celle-ci qui mine le syndicat et renforce par là-même son besoin d'assistance. L'ADGB attendra trop longtemps pour rompre le cercle vicieux. Il en sort financièrement ruiné et durablement affaibli. Il lui a fallu céder sur la journée de huit heures et dans les autres domaines de la politique contractuelle et il ne peut compenser sa perte d'influence qu'en s'appuyant derechef sur l'autorité publique avec le système de l'arbitrage obligatoire. Quant à la baisse de son crédit au sein de la classe ouvrière, elle se lit dans la courbe des effectifs, qui ne cesse de chuter jusqu'en 1926: le nombre de syndiqués n'est plus alors qu'à la moitié du niveau de 1922.

Michael Ruck nous donne au total un livre très intéressant. On pourra tout au plus regretter par endroit un souci excessif d'exhaustivité et une ou deux maladresses de plan dont patissent la lisibilité. Mais peu importe, puisque la solidité scientifique est irréprochable. Notons enfin qu'on peut retrouver les documents-clés sur lesquels Ruck se fonde ici dans le volume 2 des

›Quellen zur Geschichte der deutschen Gewerkschaftsbewegung im 20. Jh.‹ édités sous les auspices du DGB au Bund Verlag. Le volume (Die Gewerkschaften in den Anfangsjahren der Republik 1919–1924, Cologne 1985) a été composé par Michael Ruck lui-même¹.

Alain LATTARD, Paris

Gerhard SCHULZ, Verfassungspolitik und Reichsreform in der Weimarer Republik. Band 2: Deutschland am Vorabend der Großen Krise. Zwischen Demokratie und Diktatur, Berlin, New York (Walter de Gruyter) 1987, VI–531 S.

Après le flot de publications sur le national-socialisme et le III^e Reich – et l'auteur de cet ouvrage s'est signalé en ce domaine en éditant, avec Karl Dietrich Bracher et Wolfgang Sauer, un ouvrage de référence¹ –, il était normal que les historiens s'intéressent à la préhistoire du nouveau régime. Non seulement à l'arrivée au pouvoir des nazis, mais à l'évolution des forces politiques et aux situations qui avaient abouti à la mort de la République de Weimar.

Gerhard Schulz lui-même a consacré plusieurs études à cette problématique qui, manifestement, l'intéresse de longue date, sans parler des publications de documents relatifs au Ministère Brüning (p. VI, note 2)². Et là réside précisément une première difficulté. Le présent livre n'est qu'une partie d'un ensemble plus vaste. Il se présente comme le tome 2 d'un ouvrage publié il y a un quart de siècle et annonce un troisième volume consacré à ›l'ère Brüning‹ (p. VI–VII). D'évidence, Schulz n'allait pas ici reprendre en détail les analyses développées dans ›Aufstieg des Nationalsozialismus‹ ou qui vont l'être dans le volume consacré aux gouvernements du chancelier Brüning³. D'où certaines lacunes apparentes ici, mais comblées ailleurs. Les deux orientations principales de l'ouvrage – et qui font pour une bonne part son originalité – consistent à situer les phénomènes politiques, économiques, etc., allemands dans un contexte plus vaste, à souligner les ›connexions internationales‹ (p. VII) qui pour partie les expliquent, et par ailleurs à remonter si possible jusqu'à l'origine de ces phénomènes, à étudier leur naissance et leurs avatars.

Dans les deux premières parties, Gerhard Schulz retrace le contexte économique et le fonctionnement des institutions. Les deux suivantes sont consacrées aux événements qui précèdent et expliquent l'arrivée aux affaires de Brüning. Difficultés du cabinet de ›grande coalition‹ et agitation provoquée par le plan Young. C'est dire qu'alternent vastes aperçus, questions générales (ici l'auteur part souvent des analyses d'autres historiens qu'il commente et discute) et études ponctuelles et fouillées (à partir de sources souvent inédites ou de documents qu'il a lui-même précédemment découverts).

La plupart des jugements et des appréciations auxquels aboutit Gerhard Schulz nous paraissent pertinents et fondés. Cependant la fragilité des ministères allemands qui se sont succédés entre 1924 et 1928 (p. 211) est toute relative et tempérée par le fait non souligné que, comme en France (p. 211, note 1), les mêmes personnalités, à commencer par les chanceliers, Luther et Marx, occupent souvent les mêmes postes. Cette fragilité nous semble être plus un thème de propagande de la droite qu'une réalité. Peut-on par ailleurs affirmer que le corps des fonctionnaires et la Reichswehr sont acquis au régime républicain (p. 352)? Que peu d'officiers

1 Voir le compte rendu de W. ALBRECHT dans FRANZIA 15 (1987) p. 1058–1060.

1 Karl Dietrich BRACHER, Gerhard SCHULZ, Wolfgang SAUER, Die nationalsozialistische Machtergreifung. Studien zur Errichtung des totalitären Herrschaftssystems in Deutschland 1933–1934, 3^e éd., Francfort, Berlin, Vienne, 1974.

2 Voir Bibliographie du présent ouvrage p. 518.

3 Gerhard SCHULZ, Aufstieg des Nationalsozialismus – Krise und Revolution in Deutschland. Francfort,